

TERMES DE REFERENCE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ETUDE PORTANT SUR L'INITIATIVE 20/20.

Contexte

La décennie 90 est marquée par la reconnaissance des aspects sociaux dans la problématique du développement. Depuis la conférence de Copenhague en 1995, la lutte contre la pauvreté et ses manifestations a été adoptée par la communauté internationale, comme axe principal de toute politique visant la satisfaction des besoins des populations.

A l'instar des autres pays, le Sénégal a mené une étude sur l'accès des populations à ces services sociaux au regard des objectifs de l'initiative 20/20 et les actions à mettre en œuvre pour les atteindre.

La mise en œuvre de cette politique passe par une norme d'affectation des ressources. Chaque Etat doit allouer au moins 20% de ses ressources nationales et 20% des ressources reçues de l'aide publiques au développement, aux services sociaux de base (SSB) qui ont un impact immédiat sur la qualité de vie des populations.

Justificatif

Au terme de l'étude sus mentionnée, conduite par un cabinet indépendant, il est apparu qu'au Sénégal, le niveau actuel d'atteinte de l'objectif l'initiative 20/20 tourne au tour de 11%, ce qui signifie qu'il existe toujours un gap de 9 points. Un plan d'action qui découle de cette étude vient d'être validé, sera mis en œuvre dans des délais raisonnables pour que le Sénégal puisse se conformer à ses engagements internationaux.

Cette opérationnalisation ne peut s'effectuer qu'à travers la prise en compte par les services du budget des efforts à fournir pour les secteurs jusqu'ici défavorisés. Ce qui exige qu'il soit possible de traduire facilement cette affectation des ressources en langage et procédure budgétaire. En effet les dépenses connues du budget ne se déclinent pas obligatoirement sous le même mode que celles habituellement utilisé par les économistes. A titre d'exemple, les conférences internationales évoquent globalement les services sociaux de base alors qu'il n'existe pas une rubrique du budget portant la même appellation. Cette situation ne facilite pas toujours la collecte des données visant à appréhender l'effort des pouvoirs publics dans le

domaine des SSB. Cette difficulté est également rencontrée dans le DSRP.

Les dépenses budgétaires sont présentées par département ministériel dans une logique comptable plus que dans une logique économique. Il sera difficile de faire évoluer la nomenclature budgétaire, organisée en chapitres et lignes, vers une meilleure lisibilité des services sociaux de base.

Objectif

Il est plus pertinent d'élaborer un guide ou un tableau de passage qui permet d'établir une correspondance entre toutes dépenses des SSB et les lignes adéquates. Parce qu'il offre une lisibilité des efforts, ce tableau est l'outil essentiel de mise en œuvre du plan d'actions visant à résorber le gap existant par rapport aux objectifs de l'initiative 20/20.

L'objectif global de cette étude est d'appréhender plus facilement les efforts de l'Etat dans le domaine des SSB afin d'assurer un meilleur suivi de l'évolution du gap par rapport aux objectifs de l'initiative 20/20 et de permettre à l'Etat de renforcer ces capacités d'intervention en matière budgétaire.

Les objectifs spécifiques sont :

- établir une correspondance pertinente entre toutes les dépenses des SSB et les lignes adéquates du budget ;
- harmoniser les concepts utilisés par les différents acteurs en matière budgétaire ;
- élaborer un outil de mise en œuvre (grille de lecture budget/SSB) du plan d'action visant à résorber le gap existant par rapport aux objectifs de l'initiative 20/20.

Tâches des consultants

Il est attendu des consultants :

- Une analyse des besoins en matière de collecte de données telle que formulé dans les différentes conférences et les documents de planification (Dsrp, plan d'orientation, plan d'action Dsrp) ;
- Une analyse de la nomenclature budgétaire en vigueur et la détermination la logique qui a prévalu à son élaboration;
- Une grille de lecture (ou tableau de passage) permettant de retrouver une correspondance précise pour chaque donnée à caractère sociale éclairant l'accès des SSB;
- Un manuel de formation destiné aux acteurs impliqués dans la préparation et l'exécution du budget dans ses aspects liés aux SSB.

Utilisateurs finals

En raison de son rôle dans les procédures de dépenses publiques, la Direction du Budget et les DAGES des principaux ministères concernés par les services sociaux de base sont les destinataires du produit final

Modalité d'exécution:

L'étude sera menée en impliquant fortement les services de l'Administration concernée. Le financement est pris en charge par le PNUD et s'effectuera selon le barème de cet organisme.

Profil des consultants